



Le 19 mars 2018

L'honorable Catherine McKenna
Ministre de l'Environnement et du Changement climatique
Environnement et Changement climatique Canada
200, boulevard Sacré-Cœur
Gatineau (Québec) K1A 0H3

Madame la Ministre,

Depuis vingt-cinq ans, [Action cancer du sein du Québec](#) sensibilise le public au danger des substances toxiques et des perturbateurs endocriniens et au lien entre ces substances et de graves maladies et troubles de santé. À cette fin, notre organisme a suivi de près les consultations sur la réforme de la Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999). Nous sommes pleinement d'accord que le rapport du Comité permanent de l'environnement et du développement durable, *Un environnement sain, des Canadiens et une économie en santé : renforcer la Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)*, offre une excellente feuille de route pour le renforcement et la mise à jour dont la LCPE a un si grand besoin.

Nous mobilisons à présent un large réseau d'associations de la société civile et de groupes issus de tous les milieux préoccupés par ces questions, que nous incitons à réclamer une réforme de la LCPE. Ces groupes se sont engagés à appuyer la [déclaration](#) dans laquelle nous soulignons les éléments importants de la LCPE qui nécessitent une réforme. La réforme de la LCPE n'est pas qu'une question d'environnement et de santé humaine : il s'agit d'une question de justice sociale. Les populations défavorisées et marginalisées sont plus vulnérables aux impacts des substances toxiques et subissent des effets cumulatifs plus sévères. En outre, ces problèmes revêtent une dimension genrée, car les femmes assument une plus grande part de la responsabilité de la santé de leur famille et des choix de consommation qui influent sur leur exposition aux substances toxiques non couvertes par la loi actuelle.

À date, plus de 50 groupes de la société civile ont appuyé notre Déclaration pour une réforme de la LCPE. Nous avons été frappés par l'intérêt et l'engagement que ces groupes ont manifesté en réponse à notre appel à la solidarité. Ensemble, ils représentent un large éventail de la population québécoise, bien au-delà du mouvement écologique traditionnel. Parmi eux se trouvent des centres de recherche très réputés, des groupes d'aide périnatale, des groupes de femmes, des groupes de travailleurs, des refuges et groupes luttant contre la violence, des regroupements d'étudiants, des groupes de littéracie et des groupes culturels.

L'absence quasi-totale de couverture médiatique de la réforme de la LCPE pourrait faire penser que le grand public ne porte aucun intérêt à ce dossier. Pourtant, chaque fois que nous donnons une présentation ou, en l'occurrence, que nous lançons un appel à la population pour qu'elle soutienne une réforme en profondeur de la LCPE, les groupes et individus interpellés expriment, sans exception, leur préoccupation

et leur appui à ce dossier. D'ailleurs, il nous a fallu à peine deux semaines pour récolter les signatures de plus de quarante organisations, et il est probable que des dizaines d'autres s'y ajouteront dans les prochaines semaines.

Plus les Canadiens en apprennent sur les substances toxiques et les perturbateurs endocriniens, plus ils s'en préoccupent. Nous divergeons d'opinion avec les industries chimique et pétrochimique et les fabricants de ces secteurs, qui proclament que nous avons le meilleur régime réglementaire au monde. Ils affirment cela parce que le régime les arrange. Les citoyens moyens, par contre, ne sont pas convaincus d'être adéquatement protégés. L'heure est venue de démontrer aux Canadiens que le régime sera réformé, que sa transparence sera accrue, que le fardeau de la preuve sera renforcé et que les populations vulnérables seront protégées.

Nous nous réjouissons à la perspective de collaborer avec vous au fur et à mesure de la réforme de la LCPE.

Très cordialement,



Jennifer Beeman
Directrice générale, Action cancer du sein du Québec

CC: L'honorable Ginette Petitpas Taylor, ministre de la Santé
L'honorable Navdeep Bains, ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique
Deborah Schulte, Présidente, Comité permanent sur l'environnement et du développement durable
Linda Duncan, Vice-Présidente, Comité permanent sur l'environnement et du développement durable
William Amos, Membre, Comité permanent sur l'environnement et du développement durable
Don Davies, Porte-parole en matière de la santé (NPD)
Alexandre Boulerice, Porte-parole en matière de l'environnement (NPD)

Pre Dayna Nadine Scott, Université York
Barbara MacKinnon, Association pulmonaire du Nouveau-Brunswick
Jean Zigby, Association canadienne des médecins pour l'environnement
Fe de Leon, Canadian Environmental Law Association
Muhannad Malas, Environmental Defence
Lisa Gue, Fondation David Suzuki
Elaine MacDonald, Ecojustice
Sydney Ribaux, Equiterre